

# Institut de Droit Breton - Ensavadur Gwir Breizh

RECHERCHES & FORMATIONS Droit breton & Droit international public

CHRONIQUES LIBRES, CONSTITUTIONS BRETONNES, DOCTRINE DU DROIT

## Gouvernance bretonne : devenez bénévoles pour l'autogestion



**Date : 20 avril 2020 Author: idbzh © 0 Commentaires**

La Bretagne ne se relèvera pas de la crise sanitaire sans une forte mobilisation des Bretons. Chacun est concerné, des personnes sans emploi aux cadres, en passant par tous les métiers et qualifications. Notre pays peut se relever et ce sera sans doute sans le soutien d'une France à genou.

La France connaît actuellement, et connaîtra durant plusieurs mois et années, une récession et une crise structurelle digne d'avant guerre. Les finances publiques sont au plus bas, le boulgiboulga d'erreurs stratégiques des derniers gouvernements successifs, ont donné plusieurs coups de hache dans le système entier : santé publique, enseignement, dépenses pharaoniques dans les services d'État, cumul des

individualismes, corruption qui ne dit pas son nom, criminalité organisée, censure, traçage des citoyens, pertes des libertés fondamentales etc ; la France voit son paradigme se révéler à l'extrême, et ce sont plus que des prophéties, des révélations plus qu'attendues. Il y a peu de chances pour que nous vivions une quelconque décentralisation des pouvoirs en région, le fédéralisme s'éloignant à mesure des décisions prises. L'ADN de la République, c'est la dictature en perspective. Nous y sommes.

Nous appelions récemment à formuler l'action d'un Gouvernement breton.

Nous y sommes également. A l'instar de la Corse, qui prend aujourd'hui en main son destin et sa politique de santé, promettant d'établir sa propre stratégie de déconfinement.

Notre Nation bretonne est réputée indépendante selon le Droit international public, ce n'est plus un secret pour grand monde en Bretagne grâce au bestseller du Dr Melennec, le Livre Bleu de la Bretagne (Gratuit), après plus de 300 000 exemplaires téléchargés ; il s'agit désormais de nous tourner vers l'accomplissement de notre autogestion, dès maintenant. Profitons d'être tranquillement chez nous, confinés à domicile, pour nous organiser, communiquer, recruter et convenir d'un plan de sortie par le haut.

A défaut, les restrictions à nos Droits d'exister par nous-mêmes, viendront aisément depuis Paris, et notre asservissement total au tourisme opportuniste et à notre rôle de nourriciers pauvres de l'Europe de l'ouest, se renforcera.

Notre pays est riche, engrange plus de 120 milliards de PIB annuel, alors que près de 85% de notre Mane fiscale s'enfuit vers l'Est, ne nous laissant plus que 15 à 17% de budgets divers pour nos hôpitaux, nos caisses de sécurité sociale, de retraites, la sécurité (police et gendarmerie), nos aides sociales, le fonctionnement des administrations, l'entretien de nos routes etc. Autant dire quasiment rien, et que nous nous faisons littéralement voler notre argent par la France.

Charité bien ordonnée commence par soi-même... Sans nous tromper de combat. La haine envers la France doit être proscrite.

Nous ne sommes pas anti-français. D'ailleurs, dans le cadre de notre Remontada bretonne, nous devons établir un premier contrat d'association entre l'État français et les États de Bretagne, et encourager nos voisins normands, mayennais, angevins et poitevins, à participer au développement de nos économies frontalières, totalement laissées pour compte par l'État français, qui ne voit d'intérêt qu'à sa frontière francilienne. Autant de français que nous avons l'habitude de traiter en Amis, avec respect et fort d'une proximité séculaire, qu'il ne faudra jamais oublier dans nos politiques futures. Nous partageons en outre avec nos amis frontaliers un ensemble de codes culturels fondamentaux communs.

Également, nous devons prendre part à développer des liens étroits avec les îles britanniques et l'Irlande, nos cousins brittoniques et celtiques, avec qui les rapports ont été trop longtemps censurés et empêchés par la France. Rendons-nous à Westminster négocier des opportunités économiques et politiques. Notre géostratégie, logique et historique, nous y contraindra de toute façon. Laissons de côté nos vieux réflexes anti-anglais, que la France nous a mis dans la tête à l'école. S'il le faut, reprenons nos anciennes amitiés avec les Espagnes. Osons nous retrouver.

Nous n'avons pas le choix. L'économie bretonne est concrètement en berne et un contexte social est en cours... Et ce n'est pas positif du tout.

Près d'un million de Bretons, sur 4,7 millions d'habitants, 5,5 millions durant le confinement, soit 1 personne sur 5, auront économiquement pris la crise sanitaire de plein fouet bien que la Bretagne soit une des régions d'Europe les moins touchées par le Covid19. La responsabilité de ce massacre social incombant à l'irresponsabilité et l'incompétence de l'État français dans la stratégie de gestion de la crise sanitaire. Designer avec froideur un coupable logique, n'arrangera cependant pas le sort de 20% de la population, qui sera toujours atteinte d'un saignement social après déconfinement. La Bretagne doit se montrer solidaire de sa population la plus démunie, et reconstruire l'ensemble de ses structures institutionnelles, locales et fédérales, car les services de l'État français ne viendront pas à leur secours ; la prochaine période annonce une course effrénée à la captation fiscale par l'État français, car tout simplement les caisses du Roi Soleil sont vides.

Nous appelons les militants bretons à sortir du bois ou de leur confort intérieur, ainsi que l'ensemble des Bretons à venir participer au redressement du pays.

Nos institutions légales, autonomes, sont idéalement les suivantes :

1. Les Etats de Bretagne : supra Parlement national, qui rassemble toutes les Offices bretonnes, en formes de Tenues nomades à travers toute la Bretagne ;
2. La Chambre Haute : Parlement judiciaire, haute juridiction, séant à Rennes au Palais du Parlement de Bretagne ;
3. La Chambre basse : l'équivalent de notre Chambre des communes, le Parlement général de Bretagne, séant à Vannes ;
4. Notre Gouvernement : la Chancellerie de Bretagne, composée d'un Chancelier, d'un Vice Chancelier, et de Conseillers nationaux (Ministres), séant à Nantes ;
5. Nos institutions locales et traditionnelles réparties sur nos 10 bailliages : Sénéchaussées, Comtés, Vicomtés, Kevrennoù du Parlement, Communes, organisées en Assemblées locales et nous le souhaitons démocratiques, fédérales et engagées ;

L'ensemble étant régit par le Droit publicbreton. Le Droit breton ordonne un système juridique dit de *Loi Commune et d'Équité, Common Law and Equity* similaire au Droit britannique. La jurisprudence est la source du droit la plus importante, et les lois générales n'ont pas l'étroitesse d'esprit de celles votées en droit romain civiliste (France, Italie etc.). Le fédéralisme administratif est naturellement un objectif dans ce type de système juridique et de gouvernance.

Vous souhaitez faire un DON pour notre projet national breton ? Cliquez ici pour effectuer un don de votre choix à l'association logistique du Parlement.

Vous souhaitez vous investir localement et nationalement ? Contactez le Parlement breton.

Vous serez des pionniers de l'engagement pour l'autogestion bretonne. Tous ceux qui attendront que le vent tourne, qui remettront à plus tard leur engagement volontaire, serviront leur image auprès de la France en faisant semblant d'être du côté du régionalisme breton, s'excluront d'eux-mêmes et il sera difficile de se racheter une conscience bretonne plus tard.

Rejoignez le groupe de réflexion sur Facebook.

Vous trouverez sur ce site de l'*Institut de Droit Breton*, toute la documentation nécessaire pour comprendre le processus engagé.

Pour que Bretagne ne périclite...



## Publié par idbzh

Voir tous les articles par idbzh

© 2024 INSTITUT DE DROIT BRETON - ENSAVADUR GWIR BREIZH

CRÉEZ UN SITE WEB OU UN BLOG GRATUITEMENT SUR WORDPRESS.COM.